



## "Manuel du droit de l'entreprise"

Culot, Henri ; De Cordt, Yves ; Jacquemin, Hervé ; Léonard, Thierry

### ABSTRACT

Cette quatrième édition du Manuel, support de l'enseignement prodigué au sein des trois Universités – UCLouvain, Université Saint-Louis Bruxelles et Université de Namur –, reflète les dernières évolutions du droit économique belge, jusqu'au 28 février 2019, en particulier, celles résultant de la loi du 15 avril 2018 portant réforme du droit des entreprises et du nouveau Code des sociétés et des associations. Comme pour les précédentes éditions, cet ouvrage ne prétend ni à l'exhaustivité des traités ni à la spécialisation des précis. Son but premier a toujours été et reste l'enseignement, ce qui explique le choix des matières traitées – et l'exclusion d'autres, telle l'insolvabilité –, la manière de les aborder et leur présentation formelle. L'ouvrage se divise en six livres, eux-mêmes subdivisés en titres plus particuliers : Le livre I contient une large introduction au droit de l'entreprise (historique, définition et grands ...

### CITE THIS VERSION

Culot, Henri ; De Cordt, Yves ; Jacquemin, Hervé ; Léonard, Thierry. *Manuel du droit de l'entreprise (4e édition)*. Anthemis : Limal (2019) (ISBN:9782807205680) 574 p. pages <http://hdl.handle.net/2078/215119>

Le dépôt institutionnel DIAL est destiné au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques émanant des membres de l'UCLouvain. Toute utilisation de ce document à des fins lucratives ou commerciales est strictement interdite. L'utilisateur s'engage à respecter les droits d'auteur liés à ce document, principalement le droit à l'intégrité de l'œuvre et le droit à la paternité. La politique complète de copyright est disponible sur la page [Copyright policy](#)

DIAL is an institutional repository for the deposit and dissemination of scientific documents from UCLouvain members. Usage of this document for profit or commercial purposes is strictly prohibited. User agrees to respect copyright about this document, mainly text integrity and source mention. Full content of copyright policy is available at [Copyright policy](#)

# TABLE DES MATIÈRES

<b>Remerciements</b>	5
<b>Avant-propos</b>	7
LIVRE I	
<b>Théorie générale du droit de l'entreprise</b>	9
<hr/>	
<b>Titre I – Généralités</b>	13
Chapitre 1 – Bref historique du droit de l'entreprise	13
Section 1 – Du Moyen Âge au Code de commerce de 1807	13
Section 2 – Du Code de commerce à nos jours	16
Chapitre 2 – Conceptions et principes du droit de l'entreprise	18
Section 1 – Du droit commercial au droit de l'entreprise	18
§ 1 <sup>er</sup> . Le développement d'un droit spécifique aux besoins du monde des affaires	19
§ 2. L'élargissement des destinataires du droit de l'entreprise	21
Section 2 – Les principes du droit de l'entreprise	23
§ 1 <sup>er</sup> . Les principes du droit commercial issus du Code de commerce de 1807	23
§ 2. Les principes actuels du droit de l'entreprise	25
Chapitre 3 – Les sources du droit de l'entreprise	32
Section 1 – Le Code de droit économique	32
§ 1 <sup>er</sup> . Genèse, objectifs et structure générale du Code de droit économique	33
§ 2. Évaluation provisoire du Code de droit économique	36
Section 3 – Les sources internationales	38
§ 1 <sup>er</sup> . Les traités internationaux	38
§ 2. Le droit européen	40
Section 4 – La coutume, les usages et l'autorégulation	40
§ 1 <sup>er</sup> . La coutume et les usages	41
§ 2. L'autorégulation	43
<b>Titre II – L'entreprise comme destinataire du droit</b>	45
Chapitre 1 – L'entreprise: une notion large et polysémique	46
Chapitre 2 – Règles encadrant l'accès au marché des entreprises	55
Section 1 – Liberté d'établissement et de prestation de services	55
§ 1 <sup>er</sup> . Champ d'application défini négativement	55

§ 2. La liberté d'établissement des prestataires	56
§ 3. Le régime de la libre prestation de services	57
Section 2 – Banque-carrefour des entreprises (BCE)	59
Section 3 – Autres exigences générales applicables aux entreprises	62
<b>Chapitre 3 – Règles encadrant l'exercice de l'activité économique</b>	64
Section 1 – Information, transparence et non-discrimination	64
Section 2 – La tenue de la comptabilité	65
Section 3 – Compétence judiciaire	66
<b>Chapitre 4 – Les règles particulières à l'entreprise</b>	67
Section 1 – Capacité juridique et interdictions	67
Section 2 – Règles spécifiques applicables aux entreprises	68
§ 1 <sup>er</sup> . Droits et devoirs liés à l'activité professionnelle de l'entreprise	68
§ 2. La preuve à l'égard d'une entreprise (article 1348 <i>bis</i> du Code civil)	69
§ 3. Les coutumes et usages dérogatoires	81
§ 4. La prescription libératoire (article 2272, alinéa 2, du Code civil)	88

## LIVRE II

<b>Introduction au droit des sociétés</b>	95
<hr/>	
<b>Titre I – Les principes et les concepts</b>	99
<b>Chapitre 1 – Les fondements et les sources du droit des sociétés</b>	99
Section 1 – Les fondements du droit des sociétés	99
Section 2 – Les sources du droit des sociétés	103
<b>Chapitre 2 – La définition de la société et la taxinomie</b>	112
Section 1 – La définition	112
Section 2 – Les sociétés et les associations	114
Section 3 – Les sociétés avec personnalité juridique et les sociétés sans personnalité juridique	115
Section 4 – Les sociétés de personnes avec personnalité juridique et les sociétés de capitaux	117
Section 5 – Les grandes, petites ou moyennes sociétés	119
Section 6 – Les groupes de sociétés	119
<b>Chapitre 3 – L'acte de société</b>	121
Section 1 – La forme	121

Section 2 – Les conditions générales de validité	122
Section 3 – Les éléments caractéristiques ou conditions spécifiques	123
§ 1 <sup>er</sup> . Le nombre d'associés	123
§ 2. La participation aux bénéfices	123
§ 3. Les apports	124
§ 4. <i>L'affectio societatis</i>	126
§ 5. Une organisation économique ayant un intérêt propre	128
Section 4 – La nullité	130
<b>Chapitre 4 – La personnalité morale</b>	133
Section 1 – L'acquisition de la personnalité morale	133
Section 2 – Les attributs de la personnalité morale	135
§ 1 <sup>er</sup> . La spécialité légale et la spécialité statutaire	136
§ 2. Le patrimoine social	137
§ 3. La représentation par des organes	138
§ 4. La dénomination sociale	141
§ 5. Le siège social et la loi applicable	143
<b>Chapitre 5 – La dissolution de la société</b>	146
Section 1 – Les causes de dissolution communes à toutes les sociétés dotées de la personnalité juridique	146
Section 2 – Les causes de dissolution propres à certaines sociétés de personnes	148
Section 3 – Une cause de dissolution propre aux sociétés anonymes	149
<b>Titre II – La société simple</b>	151
<b>Chapitre 1 – Les définitions</b>	151
Section 1 – La société simple	151
Section 2 – Les variantes	151
<b>Chapitre 2 – Les caractéristiques</b>	153
Section 1 – L'absence de capacité	153
Section 2 – La question du patrimoine	154
Section 3 – L'absence de dénomination sociale	156
Section 4 – L'absence de siège social et de nationalité	156
<b>Chapitre 3 – Les conditions de validité</b>	157
Section 1 – Les conditions de fond	157
Section 2 – Les conditions de forme et la preuve	160
Section 3 – La nullité	161

Chapitre 4 – L’administration	162
Section 1 – Le pouvoir d’administration	162
Section 2 – Le pouvoir de représentation	163
Section 3 – La décision des associés	164
Chapitre 5 – La fin du contrat	165
<b>Titre III – La société en nom collectif</b>	167
Chapitre 1 – La définition et les caractéristiques	167
Chapitre 2 – La gérance	171
Section 1 – La désignation du gérant	171
Section 2 – Les pouvoirs	172
Section 3 – La responsabilité du gérant	173
Chapitre 3 – La cession de parts	174
Chapitre 4 – La dissolution	175
Section 1 – Les causes de dissolution agissant de plein droit	175
Section 2 – Les causes éventuelles de dissolution	176
<b>Titre IV – La société en commandite</b>	179
Chapitre 1 – La définition et l’origine historique	179
Chapitre 2 – L’apport du commanditaire	181
Chapitre 3 – La gérance	183
Section 1 – La gestion du commandité	183
Section 2 – L’interdiction d’immixtion du commanditaire	183
Chapitre 4 – La répartition des bénéfices et des pertes	184
Chapitre 5 – L’incessibilité des parts	185
<b>Titre V – Les grandes caractéristiques des sociétés à responsabilité limitée</b>	187
Chapitre 1 – Les définitions	187
Chapitre 2 – La constitution	189
Chapitre 3 – Les titres et leurs transferts	191
Chapitre 4 – L’administration	193
Chapitre 5 – L’assemblée générale	196

Chapitre 6 – Le capital	197
LIVRE III	
<b>Le paiement et le financement de l'activité de l'entreprise</b>	199
<hr/>	
<b>Introduction</b>	200
<b>Titre I – La facture et le paiement</b>	201
Chapitre 1 – La facture	201
Section 1 – Considérations générales	202
§ 1 <sup>er</sup> . Définition et fonctions	202
§ 2. L'obligation de dresser une facture et ses mentions légales	203
§ 3. La facture électronique	205
Section 2 – Les conditions générales annexées à la facture	207
§ 1 <sup>er</sup> . Notion et caractéristiques	207
§ 2. La force obligatoire des conditions générales ou leur entrée dans le champ contractuel	209
§ 3. Le conflit entre des conditions générales contradictoires ( <i>battle of forms</i> )	213
Chapitre 2 – L'affacturage ou le factoring	217
Section 1 – La notion	218
Section 2 – Les obligations des parties	219
Section 3 – Les mécanismes juridiques servant de support au transfert des créances	221
§ 1 <sup>er</sup> . L'endossement de la facture	221
§ 2. La cession de créance	223
§ 3. La subrogation personnelle de source conventionnelle	224
Chapitre 3 – La loi du 2 août 2002 concernant la lutte contre le retard de paiement dans les transactions commerciales	226
Section 1 – Cadre général	227
§ 1 <sup>er</sup> . Les directives européennes 2000/35/CE et 2011/7/UE	227
§ 2. La transposition des directives en droit belge	228
Section 2 – Le domaine d'application de la loi du 2 août 2002	229
§ 1 <sup>er</sup> . Une « transaction commerciale » (article 2, 1 <sup>o</sup> )	229
§ 2. Un « retard » dans le paiement d'une « rémunération » qui est la contrepartie de la fourniture de biens, de la prestation de services ou de la conception et l'exécution de travaux publics et de travaux de construction et de génie civil	231
Section 3 – Les délais de paiement	232
§ 1 <sup>er</sup> . Les transactions entre entreprises (article 4, § 1 <sup>er</sup> , de la loi du 2 août 2002)	232
§ 2. Les transactions entre entreprises et pouvoirs publics où ces derniers sont débiteurs (article 4, § 2, de la loi du 2 août 2002)	233

Section 4 – Le retard de paiement et ses sanctions	233
§ 1 <sup>er</sup> . Les intérêts moratoires (article 5 de la loi du 2 août 2002)	234
§ 2. L'indemnité forfaitaire couvrant les frais de recouvrement (article 6, alinéa 1 <sup>er</sup> , de la loi du 2 août 2002)	234
§ 3. L'indemnisation des « autres » frais (article 6, alinéa 2, de la loi du 2 août 2002)	235
Section 5 – Le régime des clauses contractuelles relatives au paiement et au retard de paiement	235
§ 1 <sup>er</sup> . Le principe de la liberté contractuelle	235
§ 2. Une limite générale : la lutte contre les clauses et pratiques manifestement abusives	236
§ 3. Une mesure additionnelle de protection : l'action en cessation (articles 8 à 11 de la loi du 2 août 2002)	237
<b>Chapitre 4 – Le paiement électronique</b>	238
Section 1 – Application des dispositions du livre VII sur les services de paiement aux principales formes de paiements électroniques	239
Section 2 – Transparence et loyauté des relations contractuelles	241
Section 3 – Sécurité des opérations de paiement et partage de responsabilité en cas d'opération de paiement non autorisées	243
§ 1 <sup>er</sup> . Les mesures préventives	243
§ 2. Les mesures curatives	244
<b>Titre II – Le paiement et le crédit</b>	247
<b>Chapitre 1 – La lettre de change</b>	247
Section 1 – Les notions et le mécanisme	248
§ 1 <sup>er</sup> . Définitions liminaires	248
§ 2. Le rapport fondamental, le rapport cambiaire et leurs influences réciproques	249
Section 2 – Les fonctions de la lettre de change	251
Section 3 – Les règles communes	253
Section 4 – La création (articles VII.216/2 à VII.216/11)	255
§ 1 <sup>er</sup> . Les conditions de fond	255
§ 2. Les conditions de forme	256
Section 5 – La provision (articles VII.216/81 à VII.216/87)	259
Section 6 – L'acceptation (articles VII.216/22 à VII.216/30)	261
Section 7 – L'endossement (articles VII.216/12 à VII.216/21)	263
§ 1 <sup>er</sup> . La définition et les conditions	263
§ 2. Les effets	263
Section 8 – L'aval (articles VII.216/31 à VII.216/33)	265
§ 1 <sup>er</sup> . Les notions	265
§ 2. Les conditions	265
§ 3. Les recours liés à l'aval	266

Section 9 – Le paiement (articles VII.216/39 à VII.216/43)	267
§ 1 <sup>er</sup> . La présentation au paiement	267
§ 2. Le protêt	269
§ 3. Les recours et les déchéances	271
§ 4. Les prescriptions (articles VII.216/71 à VII.216/73)	272
<b>Chapitre 2 – Le crédit documentaire et les garanties bancaires</b>	273
Introduction	274
Section 1 – Le crédit documentaire et son abstraction limitée	277
§ 1 <sup>er</sup> . Le rapport entre le donneur d'ordre (importateur) et le bénéficiaire (exportateur): le rapport dit fondamental	278
§ 2. Le rapport entre le donneur d'ordre et la banque, émettrice du crédit documentaire	278
§ 3. Le rapport entre le banquier émetteur et le bénéficiaire (l'exportateur) né de l'ouverture du crédit documentaire et de l'émission de la lettre de crédit documentaire	279
§ 4. L'intervention, le cas échéant, d'une seconde banque, la banque notificatrice ou confirmatrice	281
§ 5. Le rapport entre le banquier et le donneur d'ordre après paiement	282
§ 6. Le recours du donneur d'ordre contre le bénéficiaire sur la base de l'opération commerciale ou rapport fondamental	282
Section 2 – Les garanties bancaires et les dangers d'une abstraction quasi absolue	283
§ 1 <sup>er</sup> . Propos introductifs	283
§ 2. La nature juridique de la garantie à première demande et de la contre-garantie	285
§ 3. Les risques de fraude dans la mise en jeu des garanties et l'exception de fraude manifeste	286
 LIVRE IV	
<b>Les principaux contrats de l'entreprise</b>	291
<hr/>	
<b>Titre I – Partie introductive</b>	293
<b>Chapitre 1 – La classification des contrats</b>	294
Section 1 – Des contrats civils/commerciaux aux contrats conclus par les entreprises	294
Section 2 – Les classifications doctrinales récentes	294
§ 1 <sup>er</sup> . Les contrats de coopération égalitaire et de coopération inégalitaire	295
§ 2. Les contrats de situation et les contrats d'occasion; les contrats relationnels et les transactions discrètes/ponctuelles	295
<b>Chapitre 2 – Deux opérations juridiques essentielles</b>	298
Section 1 – L'opération juridique de qualification, une étape préalable essentielle	298
Section 2 – La détermination du régime juridique applicable au contrat	299



<b>Titre II – Les contrats relatifs à la production et à la distribution</b>	301
<b>Chapitre 1 – Les contrats relatifs à la production</b>	302
Section 1 – Cadre général	302
Section 2 – Les accords de coopération égalitaire	304
§ 1 <sup>er</sup> . La cotraitance et l' <i>outsourcing</i>	304
§ 2. Les accords de recherche, de communication et de partage de savoirs et compétences	305
§ 3. Les partenariats public-privé	308
Section 3 – La coopération inégalitaire : l'exemple de la sous-traitance	309
<b>Chapitre 2 – Les contrats relatifs à la distribution</b>	311
Section 1 – Le contrat de courtage	312
§ 1 <sup>er</sup> . Considérations générales	313
§ 2. Le cadre légal	313
Section 2 – Le contrat de commission	314
§ 1 <sup>er</sup> . Considérations générales	314
§ 2. La nature du contrat et régime juridique	315
Section 3 – Le contrat d'agence commerciale	316
§ 1 <sup>er</sup> . Précisions introductives	317
§ 2. Champ d'application du titre 2 du livre X	318
§ 3. Les obligations spécifiques des parties	322
§ 4. La durée et les modes de dissolution du contrat d'agence	323
§ 5. La rémunération de l'agent	327
§ 6. La clause de non-concurrence (article X.22)	332
§ 7. Dispositions finales	333
§ 8. Le contrat d'agence commerciale et le droit européen de la concurrence	334
Section 4 – Le contrat de concession de vente	334
§ 1 <sup>er</sup> . Précisions introductives	335
§ 2. Champ d'application du titre 3 du livre X (article X.35)	336
§ 3. Les modes de dissolution du contrat de concession de vente conclu pour une durée indéterminée	339
§ 4. La compétence juridictionnelle et le droit applicable à la concession internationale (article X.39)	343
§ 5. Les règles particulières applicables au contrat de sous-concession (article X.40)	343
Section 5 – Le contrat de franchise	344
§ 1 <sup>er</sup> . Notion et traits caractéristiques	344
§ 2. Le régime applicable à la franchise	348
Section 6 – L'information précontractuelle dans le cadre d'accords de partenariat commercial	351
§ 1 <sup>er</sup> . Le cadre légal	351
§ 2. Le champ d'application du titre 2 du livre X	354

§ 3. Les obligations légales et leurs sanctions (articles X.27 à X.31)	358
§ 4. Les règles relatives à la rédaction et l'interprétation du contrat (article X.32)	361
§ 5. La compétence juridictionnelle et la loi applicable au contrat (article X.33)	361
§ 6. La Commission d'arbitrage (article X.34)	362
<b>Titre III – Les contrats relatifs au patrimoine de l'entreprise</b>	363
<b>Chapitre 1 – La cession et la mise en gage du fonds de commerce</b>	363
Section 1 – Le fonds de commerce	364
§ 1 <sup>er</sup> . Définition	364
§ 2. Les éléments tenant à la nature du fonds de commerce	365
§ 3. Les caractères du fonds de commerce	366
§ 4. La composition du fonds de commerce	367
Section 2 – La cession-vente du fonds de commerce	368
§ 1 <sup>er</sup> . Les conditions de validité de la cession	369
§ 2. Les conditions d'opposabilité de la cession aux tiers	370
§ 3. Les obligations contractuelles des parties	371
Section 3 – Le gage sur fonds de commerce	373
§ 1 <sup>er</sup> . Historique du régime du gage portant sur le fonds de commerce	374
§ 2. Les traits caractéristiques du régime du gage	377
<b>Chapitre 2 – Le bail commercial</b>	382
Section 1 – Le cadre général de la protection spécifiquement accordée en matière de bail commercial	383
Section 2 – Le champ d'application de la loi	386
§ 1 <sup>er</sup> . Les conditions légales d'inclusion (article 1 <sup>er</sup> )	386
§ 2. Les exclusions légales (article 2)	391
§ 3. Les extensions conventionnelles	392
Section 3 – La validité du bail au regard des exigences formelles légalement imposées	393
Section 4 – La durée du bail commercial classique	394
§ 1 <sup>er</sup> . La durée du bail (article 3)	394
§ 2. La dissolution anticipée du bail : les facultés de résiliation (article 3, alinéas 3 à 5)	396
§ 3. La poursuite du bail au-delà de son terme	399
Section 5 – La révision du loyer (article 6)	408
Section 6 – Le droit du preneur de « transformer » les lieux loués (articles 7 à 9)	410
§ 1 <sup>er</sup> . Le principe : l'autorisation de réaliser des transformations « utiles » en cours de bail	411
§ 2. Les droits reconnus au bailleur ou au propriétaire (articles 7 et 8)	411
Section 7 – La transmission du bien loué en cours de bail (article 12)	413
Section 8 – La cession du bail et la sous-location (articles 10 à 11 <i>bis</i> )	414

Section 9 – La fin du bail commercial	416
§ 1 <sup>er</sup> . Les causes de dissolution du bail	416
§ 2. Les droits et obligations liés à la fin du bail	416
Section 10 Une nouvelle forme de bail commercial: le bail de courte durée en Région wallonne et en Région flamande	417
§ 1 <sup>er</sup> . <i>Ratio legis</i>	417
§ 2. Champ d'application	417
§ 3. Forme	417
§ 4. Durée	418
§ 5. La sous-location et la cession du bail	418
§ 6. L'indemnisation des travaux (articles 9 à 12 du décret flamand et articles 5 à 8 du décret wallon)	419
 LIVRE V	
<b>Le droit européen de la concurrence</b>	421
<hr/>	
Introduction	423
Chapitre 1 – Les ententes et l'abus de position dominante (articles 101 et 102 TFUE): les règles communes	428
Section 1 – Le domaine d'application du droit européen et la répartition des compétences de contrôle	429
Section 2 – Le champ d'application personnel des articles 101 et 102 TFUE	432
Chapitre 2 – Les ententes (article 101 TFUE)	436
Section 1 – Généralités	436
Section 2 – Accords, décisions d'associations d'entreprises, pratiques concertées: la conception large de l'entente	438
Section 3 – Le « marché en cause »	441
Section 4 – Une entente qui a pour objet ou pour effet de restreindre la concurrence	444
Section 5 – Les ententes prohibées par l'article 101, § 1 <sup>er</sup> , TFUE et les ententes légitimes au sens de l'article 101, § 3, TFUE	447
§ 1 <sup>er</sup> . Les ententes prohibées	447
§ 2. Les ententes admises dans le cadre de l'application de l'article 101, § 3, TFUE – Principes généraux	454
Chapitre 3 – L'abus de position dominante (article 102 TFUE)	462
Introduction	462
Section 1 – La position dominante: notion et critères	464
§ 1 <sup>er</sup> . La notion de position dominante	464
§ 2. Les critères de la position dominante	466

Section 2 – L’abus	469
§ 1 <sup>er</sup> . Généralités	469
§ 2. Les cas d’abus de position dominante définis par l’article 102 TFUE	473
<b>Chapitre 4 – Les concentrations</b>	478
Section 1 – Le champ d’application du règlement n° 139/2004	480
Section 2 – La procédure et l’examen d’admissibilité par la Commission	483
§ 1 <sup>er</sup> . La procédure	483
§ 2. L’examen d’admissibilité	485
<b>LIVRE VI</b>	
<b>Les pratiques du marché et la protection du consommateur</b>	489
<hr/>	
<b>Titre I – Les pratiques du marché et la protection du consommateur</b>	491
Chapitre 1 – Définitions et champ d’application des dispositions du livre VI du Code de droit économique	495
Chapitre 2 – Les pratiques déloyales	500
Section 1 – Généralités	500
Section 2 – La relation entre entreprises: l’interdiction des actes contraires aux pratiques honnêtes du marché (article VI.104 du Code de droit économique)	503
Section 3 – Les relations entre entreprises et consommateurs: les pratiques commerciales déloyales (articles VI.92 à VI.109 du Code de droit économique)	506
Section 4 – Questions particulières	511
Section 5 – Aspects procéduraux: l’action en cessation et l’action en réparation collective	513
§ 1 <sup>er</sup> . L’action en cessation	514
§ 2. L’action en réparation collective	515
Chapitre 3 – Le régime de la publicité	520
Section 1 – Introduction	520
Section 2 – Le régime des publicités comparatives (articles VI.17 et VI.105, 3 <sup>o</sup> , du Code)	522
Section 3 – Les publicités interdites entre entreprises	525
Section 4 – Les publicités interdites envers les consommateurs	527
Section 5 – Les règles spécifiques à l’utilisation de technologies de l’information comme outils publicitaires	527

Chapitre 4 – De quelques pratiques réglementées	531
Introduction	531
Section 1 – Les dispositions générales relatives aux contrats conclus avec des consommateurs (articles VI.37 à VI.44 du Code de droit économique)	531
Section 2 – La réglementation des clauses abusives (articles VI.82 à VI.87 du Code de droit économique)	535
§ 1 <sup>er</sup> . Un champ d’application particulièrement large	535
§ 2. La clause ou la condition abusive au sens du Code de droit économique	536
§ 3. Les sanctions	539
§ 4. La Commission des clauses abusives (articles VI.86 et VI.87 du Code)	540
Section 3 – Les ventes promotionnelles	540
§ 1 <sup>er</sup> . Conformité à la directive n° 2005/29/CE sur les pratiques commerciales déloyales	540
§ 2. Régimes des ventes à perte, en soldes et en liquidation	543
§ 3. Les offres conjointes ou jumelées	545
<b>Titre II – L’encadrement des contrats conclus à distance et par voie électronique</b>	547
Chapitre 1 – Articulation des textes applicables	549
Chapitre 2 – Les obligations d’information préalables à la commande	551
Chapitre 3 – Règles spécifiques à la conclusion du contrat	556
Chapitre 4 – Le régime de la preuve et l’accomplissement des formes dans l’environnement numérique	561